



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 24 septembre 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2024 - 148 EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MODIFICATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 148

DU 24 SEPTEMBRE 2024

EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MODIFICATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Après l'adoption du nouveau Cadre Général du Temps de Travail entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022, la Ville de Grasse entreprend d'y intégrer un dispositif assurant une compensation horaire de sujétions liées à l'occupation de certains emplois particulièrement exposés. A cette fin, une modification du Cadre Général du Temps de Travail est proposée à l'approbation des membres du Conseil Municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique, notamment son article L 611-2° ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2021-2024 du 7 décembre 2021 portant approbation du nouveau Cadre Général du Temps de travail de la Ville de Grasse applicable à compter du 1^{er} janvier 2022,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de l'Aménagement du Temps de Travail approuvé par la délibération n°2021-2024 du 7 décembre 2021, l'Autorité territoriale se réservait le droit d'étudier la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001,

Considérant la volonté de l'Autorité territoriale d'introduire un dispositif assurant une compensation horaire de sujétions liées à l'occupation de certains emplois particulièrement exposés,

Considérant que la méthode retenue consiste à octroyer aux agents de terrain de deux secteurs d'activité que sont la Vie Scolaire et la Police Municipale une réduction de la durée de service en contrepartie de l'occupation d'emplois comportant des contraintes ou des sujétions particulières et constituant des facteurs de risque.

Considérant que la pénibilité se caractérise par deux éléments constitutifs :

- une exposition du travailleur à un ou plusieurs facteurs professionnels susceptibles de laisser des traces durables, identifiables et irréversibles sur la santé ;
- ces facteurs de risque sont liés à des contraintes physiques marquées, un environnement physique agressifs, certains rythmes de travail.

Considérant que les agents concernés pourront bénéficier de réductions de la durée annuelle de service à hauteur de 35 heures sur la période de référence (année scolaire du 1^{er} septembre au 31 août pour la Vie Scolaire et année civile du 1^{er} janvier au 31 décembre pour la Police Municipale).

Considérant que ce dispositif permet de corriger les contraintes spécifiques pesant sur certains emplois et de procéder à une réduction des obligations de service.

Considérant qu'il convient de modifier le Cadre Général du Temps de Travail institué par la délibération n° 2021-2024 du 7 décembre 2021 afin d'y intégrer le dispositif susvisé.

Considérant que ce nouveau règlement entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Considérant que le nouveau dispositif introduit le sera pour une première phase d'expérimentation d'un an et fera l'objet d'une évaluation, afin d'en améliorer les modalités d'application et de proposer des évolutions, le cas échéant, après avis du Comité Social Territorial.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération n°2021-2024 du Conseil Municipal du 7 décembre 2021 instituant le nouveau Cadre Général du Temps de Travail à la Ville de Grasse ;
- **APPROUVER** les modalités du nouveau Cadre Général du Temps de Travail modifié et autoriser son entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2024 ;
- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération et ses annexes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **25 SEP. 2024**
suivant les règlements
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

25 SEP. 2024